



Une stratégie de retraite rationnelle pour l'Afghanistan

Par le général (ret.) Paul Manson

Président, Institut de la Conférence des associations de la défense

Le ministre des Affaires étrangères, Peter McKay, a fait preuve de réalisme en suggérant la semaine dernière, lors de sa visite en Afghanistan, que l'engagement canadien de 2 300 soldats dans ce pays éprouvé, se poursuivrait quelque temps. Sauf développements politiques imprévus en territoire canadien, il semblerait donc que notre présence militaire se prolongera au-delà du mandat actuel, qui se termine en février prochain.

Cela soulève quelques questions importantes : en premier lieu, combien de temps passerons-nous là et en second lieu, quelles sont les conditions qui entraîneraient un retrait éventuel du Canada ?

On ne peut répondre avec certitude à la première question. Il pourrait s'agir d'un an ou deux, mais la situation en Afghanistan est très compliquée et difficilement prévisible à cette étape de transition. Les défis auxquels est confrontée la nouvelle coalition dirigée par l'OTAN, et dont le Canada fait partie, sont tels qu'un retrait réussi pourrait prendre cinq ans, et même dix.

Cette période pourrait sembler longue, mais il suffit de la comparer aux 30 ans que les Casques bleus canadiens ont passé à Chypre (de 1964 à 1994) ou encore aux 33 ans qu'ils ont

passés sur le plateau du Golan (de 1973 à 2006).

Pour être réaliste, même selon le scénario le plus optimiste, le rétablissement de la sécurité et de la stabilité en Afghanistan ne se produira pas rapidement.

On peut répondre à la deuxième question, soit comment nous saurons que le moment d'un retrait est venu, avec bien plus de certitude.

Il est certain qu'il n'y aura pas de coup de tonnerre annonçant que l'Afghanistan s'est soudain remis d'aplomb, que les Talibans insurgés ont été écrasés, que l'aide militaire n'est plus nécessaire et que nos troupes peuvent rentrer chez elles.

Les choses ne sont pas si simples. Dans le meilleur des mondes, le succès viendra graduellement, mais si les choses évoluent positivement, il y aura un moment où on pourra déclarer en toute confiance que la situation a enfin été résolue et que nos soldats peuvent rentrer chez eux.

Voici les principaux indicateurs auxquels le gouvernement devra prêter attention.

- **Les Talibans sont en déclin.** Un premier signe de réussite imminente serait que la campagne de terreur menée par les vestiges talibans et leurs alliés extrémistes échoue. Les attaques contre les contingents militaires alliés diminueraient progressivement,

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la Conférence ou de ses membres.



tout comme les mesures d'intimidation du peuple afghan. Les forces de la coalition passeraient à l'offensive, en pourchassant les insurgés jusque dans leurs refuges de montagne, et en ne leur laissant aucune liberté de mouvement dans les régions densément peuplées. Les réussites militaires canadiennes dans la province de Kandahar seraient particulièrement importantes car il s'agit d'un bastion taliban.

- **L'ordre est rétabli.** Alors que des mesures de sécurité contre les attaques matérielles sont graduellement établies dans les diverses provinces, les Afghans ordinaires jouiront d'une liberté personnelle et ne ressentiront plus le règne de terreur qui existe depuis l'invasion soviétique de 1979.
- **L'armée et la police afghanes deviennent efficaces.** De plus en plus, les autorités militaires et la police afghane sauront faire respecter l'ordre.
- **Les économies de marché locales se mettent à prospérer.** Celles-ci ont été pratiquement anéanties par des années d'occupation soviétique et d'oppression par les Talibans. Encouragés par la faiblesse des bases juridiques suivant la destitution des Talibans dans la foulée du 11 septembre 2001, les barons de la drogue et les chefs de

guerre ont créé une énorme culture à base de pavot, la plus importante au monde. Pour bien des agriculteurs, il s'agissait de la seule culture commerciale possible. Le rétablissement de l'autorité encouragera une économie de marché légitime et une croissance du revenu par habitant, ce qui rendra plus intéressantes les cultures de rechange.

- **Le contrôle du gouvernement central se propage.** Le gouvernement Karzaï, qui a été élu démocratiquement et dont la présence est limitée à l'heure actuelle en dehors de la région de Kaboul, exercera un contrôle politique croissant dans les provinces, alors que décroîtront le terrorisme et le règne des chefs de guerre.
- **Les droits de la personne s'améliorent de façon spectaculaire.** Libérés de la crainte de justice vengeresse par les extrémistes, les Afghans jouiront d'une amélioration marquée des droits de la personne dans leur pays. L'ouverture de nouvelles écoles dans le cadre du programme des équipes provinciales de reconstruction, un élargissement du curriculum dans le domaine des sciences et des lettres et sciences humaines, la fréquentation des établissements d'enseignement par les femmes et leur participation à la vie urbaine (y compris au milieu politique) constitueront d'importants



indicateurs de progrès vers une société ouverte et libre.

- **Le développement de l'infrastructure.** La population afghane a besoin de réfection et d'amélioration des routes, d'électricité, de soins de santé adéquats, d'eau et d'autres comforts du type que la population canadienne considère comme allant de soi. Une sécurité physique grandement améliorée permettra aux équipes de reconstruction, tant militaires que civiles, de s'acquitter de leurs principales responsabilités, qui sont de rebâtir l'Afghanistan.
- **La démocratisation.** Bien qu'il serait irréaliste de s'attendre à ce que l'Afghanistan « s'occidentalise » dans son milieu politique et sa tradition parlementaire, beaucoup de progrès ont déjà été réalisés vers l'établissement d'une société réellement démocratique, et les Canadiens peuvent s'attendre à ce que cette tendance se poursuive.

Voici donc les principaux indicateurs de réussite que le gouvernement devrait rechercher au cours des mois et des années à venir, alors que le contingent militaire canadien mène à bien son importante tâche en Afghanistan.

Cependant, il est possible que le Canada et ses alliés de la coalition en Afghanistan n'y parviennent pas et que le gouvernement canadien invoque un

retrait de ses forces militaires face à ce qu'il perçoit comme un échec de la mission. Cette éventualité est bien désagréable, mais elle doit être envisagée.

Comme élément critique d'une telle décision, il faudrait évaluer précisément les conséquences, tant à l'échelle interne qu'internationale, d'un retrait dans de telles circonstances. Il n'est pas difficile d'imaginer le coup de fouet que l'échec de notre mission donnerait aux forces extrémistes, en Afghanistan et ailleurs.

Si les choses ne s'améliorent pas à court terme, particulièrement s'il se produit davantage de pertes canadiennes, le gouvernement du jour devra veiller à ne pas prendre de décisions à la hâte, car une interruption prématurée de la mission afghane serait très préjudiciable, non seulement pour la population afghane, qui tient désespérément à ce que le Canada et ses alliés restent là, mais pour les Canadiens également.

Le ministre McKay avait raison. Notre rôle en Afghanistan prendra du temps à faire ses preuves. Mais quelle que soit la raison ultime qui motive la fin de la mission, elle doit être prise de manière rationnelle, dans l'intérêt national général.

Il est permis de reproduire librement les Commentaires de la CAD dans leur intégralité, à des fins de recherche universitaire ou pédagogiques, ou pour des raisons journalistiques, à condition de mentionner les droits de l'auteur et le nom de l'Institut.

La Conférence des associations de la défense
359 Kent St., Suite 502
Ottawa, Ontario, Canada
K2P 0R7
Téléphone : (613) 236-1252
Facsimilé: 613) 236-8191